



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIT COPIE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2008/167

ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007.139 du 30 novembre 2007 autorisant la Société PIMEST à poursuivre l'exploitation d'une unité de revêtement par peinture, métallisation de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site de la Société PIMEST le 30 mai 2008 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 19 juin 2008 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 1^{er} juillet 2008 ;

VU la lettre du 8 juillet 2008, par laquelle le projet du présent arrêté a été transmis à l'exploitant pour observations éventuelles ;

VU les observations formulées par l'exploitant le 17 juillet 2008 sur le projet du présent arrêté ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 août 2008 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 30 mai 2008, il a été constaté une pollution du sol au niveau du compresseur d'air ;

CONSIDERANT que l'aire de dépotage du compresseur d'air doit être étanche afin d'éviter tout contact du carburant avec le sol lors des opérations de remplissage du réservoir ;

CONSIDERANT qu'il convient d'évaluer les dangers et inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement présentés par cette source de pollution ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la Société PIMEST réalisera une étude afin de caractériser la zone polluée au droit du compresseur d'air (surface et profondeur, type et intensité de la pollution).

Les résultats d'analyses devront être transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Article 2 :

Dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la Société PIMEST procédera à l'élimination, dans des installations autorisées à les recevoir, des terres polluées objet de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les copies des justificatifs d'élimination de ces terres (bordereaux de suivi complétés et signés par l'éliminateur final) devront être transmises sans délai à l'inspection des installations classées.

Article 3 :

Dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la Société PIMEST à LONGLAVILLE procédera à la réalisation d'une aire de dépotage étanche au niveau du compresseur d'air.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions prévues au livre V du Code de l'Environnement.

Article 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de LONGLAVILLE et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy.

Le délai de recours est de deux mois, à compter du jour où le présent arrêté est notifié, pour l'exploitant et de quatre ans, à partir de la publication, pour les tiers.

Article 8 : Exécution de l'arrêté

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de LONGLAVILLE, M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la Société PIMEST de LONGLAVILLE

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement (A.D.S.),
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement.

NANCY, le **12 SEP 2008**

Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD

